

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique - Directeur : Frédéric Aimard 27 novembre 2023 - 1 €

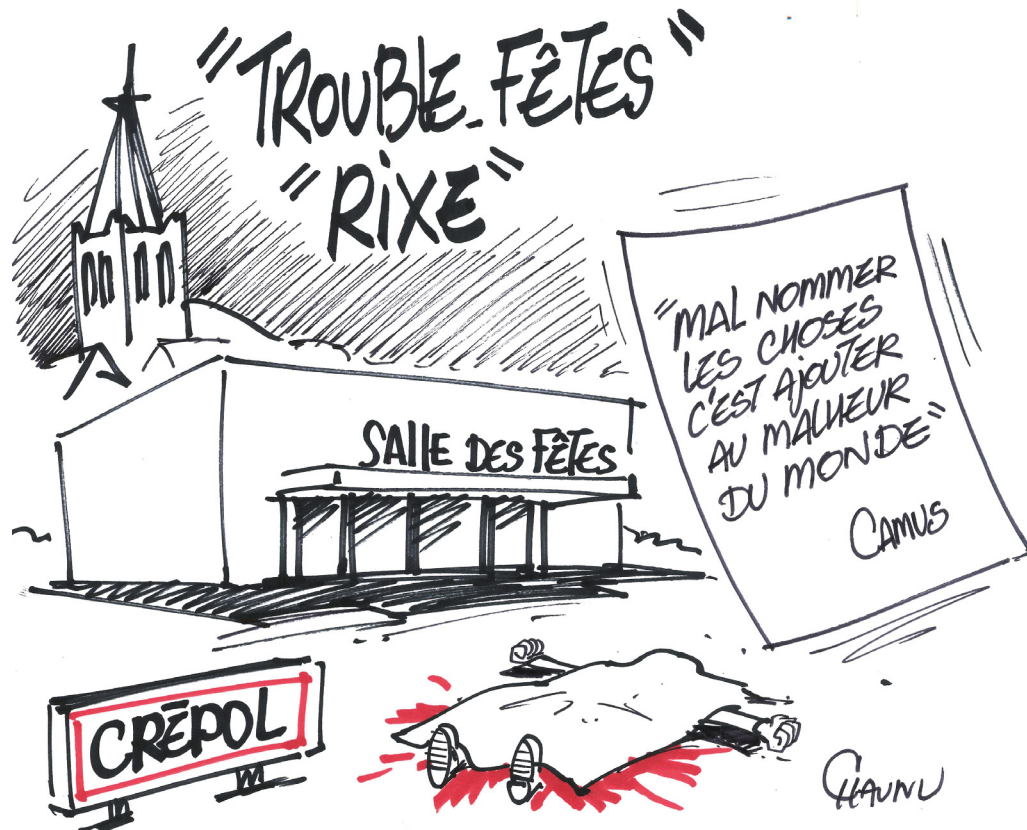
N° 59

Fait divers

À Crépol (Drôme), le 19 novembre, Thomas, un lycéen de 16 ans a été tué d'un coup de couteau, lors de l'attaque d'une fête de village par une dizaine d'individus non invités. Il y a eu plusieurs blessés graves. Neuf suspects, âgés de 16 à 22 ans, ont été interpellés, parmi lesquels l'assassin présumé, âgé de 20 ans, qui a un casier judiciaire pour recel de vol et port d'arme prohibé.

La police a indiqué qu'ils étaient de nationalité française, la plupart originaires du quartier de la Monnaie – connu pour sa population déshéritée d'origine étrangère et ses trafics de drogue nous dit-on – à Romans-sur-Isère. Sept d'entre eux ont été arrêtés dans la région de Toulouse où ils cherchaient vraisemblablement à passer la frontière. Ils ont été présentés au parquet de Valence le 25 novembre, qui en a mis 6 en examen, notamment sous le chef d'accusation de « meurtre en bande organisée ». Les magistrats avaient attendu jusque-là pour révéler au public les prénoms des mis en cause, mais on avait rapidement pu découvrir sur Internet que ces prénoms avaient des consonances musulmanes. Une marche blanche en l'honneur de Thomas a réuni 6 000 personnes le 22 novembre à Romans. Avec un terrible sentiment de lassitude et d'impuissance.

Le samedi 25, une petite centaine de militants « iden-



titaires », se sentant investis d'une mission de justiciers et activés par leurs réseaux sociaux, sont venus à Romans de différentes régions pour manifester leur colère avec des fumigènes. Une vingtaine ont été interpellés par la police. Selon le préfet de la Drôme, l'un d'eux, âgé de 20 ans et originaire de Mayenne, a été pris à partie par des jeunes du quartier de la Monnaie, extirpé de sa voiture qui a été brûlée, frappé et laissé en caleçon sur le trottoir. Il n'aurait dû son salut qu'à l'interposition d'habitants de ce quartier. Tentant de défilé à nouveau le 26 novembre, ces jeunes extrémistes « patriotes » ont été dispersés par la police, 3 ont été interpellés ainsi que 4 jeunes contre-manifestants,

tous équipés pour le combat de rue.

Voilà ce qu'on pouvait retenir au début de la semaine d'un fait divers tragique dont l'enquête de police et la justice précisent les contours jour après jour. On peut en avoir bien des interprétations. Certains rappelleront que ce genre de violence a toujours existé, évoquant le souvenir des « blousons noirs » qui, des années 50 à 70, terrorisaient déjà des bals populaires et entretenaient des guerres de quartiers. Mais ces jeunes ouvriers, se battaient plutôt à coups de chaînes de vélo et respectaient une sorte de code d'honneur, même s'il y avait déjà des morts. L'usage des couteaux, qui se répand singulièrement depuis quelques années, avec

la tendance à frapper dans le dos ou à vouloir égorger sa victime a tout de même une connotation particulière. Pour ne rien dire de l'emprise du trafic de drogue qui entretient un climat de violence exacerbé avec de nombreuses victimes, collatérales ou non et pas seulement des jeunes gens.

SOMMAIRE

P. 1 : Fait divers. P. 2 : Mélenchon. – Droites. P. 3 : Lectures. P. 4 : Gilets jaunes P. 5 : Désindustrialisation. – Patates. – Avent. P. 6 : Un ado. P. 7 : Référendum. P. 8 : Millénarisme. – Machin. – P. 9 : Cop 28. P. 10-11 : L'exposition du Père Réginald. P. 12 : Théâtre : *Furie*. – Cinéma : *Napoléon*.

■ **Paris** : Lors d'une conférence de presse le 22 novembre, l'adjoint à l'urbanisme Dan Lert, a annoncé que, conformément au programme électoral d'Anne Hidalgo, la mairie de Paris allait créer une voie dédiée au co-voiturage sur les 35 km de boulevards périphériques et imposer une vitesse maximum de 50 km à l'heure sur cette voie à partir du 14 septembre 2024.

■ **Habillement** : Aucun repreneur global ne s'étant présenté pour racheter l'enseigne en redressement judiciaire Burton of London (qui possédait encore une centaine de magasins en début d'années), un plan de continuation alternatif va être présenté le 4 décembre au tribunal de commerce de Paris par l'actuelle direction. Ameublement : Des salariés du groupe Habitat ont manifesté le 24 novembre devant le magasin du Pont-Neuf promis à une fermeture prochaine, comme 7 autres magasins en France sur les 26 détenus par le groupe qui emploie 500 personnes. Les salariés dénoncent la gestion de leur patron Thierry Le Guénic, qui a repris ce marchand de meubles en 2020, comme il avait repris Burton of London, le chausseur San Marina ou les lingerie Orcanta et d'autres enseignes sans parvenir à les redresser.

■ **Viande** : Le tribunal de commerce de Montauban a décidé la liquidation judiciaire de l'abattoir de Montauban avec effet au 12 décembre.

■ **Vieillesse** : Le cours de Bourse d'Orpea, le gestionnaire d'Ehpad, a chuté à 0,30 euro le 23 novembre et 0,24 le 24..., alors qu'une

Les cités où la police ne peut pas pénétrer regorgent d'armes de guerre. Sortiront-elles un jour après une nouvelle « rixe » ?

Dans le contexte de la guerre actuelle entre le Hamas et Israël après les massacres du 7 octobre, alors qu'en Irlande, quelques émeutes anti-immigrés ont eu lieu cette semaine après une agression au couteau à la sortie d'une école, les termes de « guerre de civilisation » ou au moins de « guerre civile » viennent à la bouche de certains qui désignent l'ennemi de « nos villes et nos campagnes » : l'immigré musulman. Au risque de stigmatiser une population innocente des situations et des événements qu'elle subit également et de déclencher des « ratonnades », nous disent les tenants d'un certain « islamo-gauchisme ». On n'en est pas là heureusement, grâce, entre autres, à l'action efficace de la police. Quand le « fait divers » devient à ce point un fait de société, réveillant toutes les peurs et les réflexes dopés par les différents médias, les institutions se doivent de réagir avec promptitude et professionnalisme. Quant aux politiques, ils doivent se garder de mettre de l'huile sur le feu même pour l'honneur douteux de paraître en boucle sur une chaîne d'information en continu. Il faut certes avoir une parole de vérité. Mais c'est de bonne gestion économique et politique dont le pays a besoin. Ceux qui parlent le plus fort ne sont pas forcément ceux qui seraient les plus capables de faciliter une pacification des rapports sociaux.

Frédéric Aimard



Mélenchon

Propos inacceptables ! Provocations insensées ! Démarche suicidaire ! Lors des débats parlementaires sur la réforme des retraites, la violence verbale des députés de La France insoumise avait choqué. Face au conflit entre Israël et le Hamas, le refus de condamner l'organisation terroriste palestinienne a soulevé une vague d'indignation.

Selon les sondages, l'opinion publique juge sévèrement Jean-Luc Mélenchon et une majorité de sondés l'estime plus dangereux que Marine Le Pen. La France insoumise n'est pas épargnée par le désaveu. François Ruffin, Clémentine Autain, Raquel Garrido – sanctionnée par son groupe pour insubordination – et de nombreux cadres ont pris publiquement leurs distances. Le retournement de l'ancien protégé de François Mitterrand, qui se présentait en défenseur rigoureux de la laïcité, fait douter de

l'équilibre psychologique d'un homme connu pour être un excellent tacticien...

Il faut cependant se méfier des apparences. D'anciens compagnons de Jean-Luc Mélenchon et des observateurs impartiaux de la vie politique affirment que la direction de la France insoumise, régulièrement épurée de ses fortes têtes, a fait depuis 2018 un choix rationnel. Il s'agirait de former un petit bloc militant très soudé, décidé à dominer la gauche socialiste, écologique et communiste. Si cette gauche ne se laissait pas dominer, il faudrait concentrer toutes les forces sur l'objectif principal : élargir au maximum l'électorat musulman, largement favorable à Jean-Luc Mélenchon, en gagnant la masse musulmane des abstentionnistes. Il suffirait alors que la gauche classique se rallie au candidat le mieux placé, comme en 2022, pour remporter la victoire. La participation à la marche contre l'islamophobie en

2019, la non-condamnation des émeutes urbaines de l'été 2023 et le soutien à la cause palestinienne ont été décidées en application de cette tactique. Toujours plus de bruit et de fureur !

L'impopularité record de Jean-Luc Mélenchon, les fractures profondes dans la gauche et au sein même des mouvements féministes, montrent qu'il lui sera très difficile de gagner en 2027. Mais il est bien possible que le vieux stratège parie sur la victoire de Marine Le Pen et sur la création d'un vaste front de refus dont La France insoumise serait la colonne vertébrale. La politique du pire, en quelque sorte.

Claudine Uzerche

Droites

On n'a jamais autant parlé de l'« *extrême droite* » que ces derniers temps. Jusque-là, il s'agissait avant tout de stigmatiser le Rassemblement national ou de mentionner ces petites formations politiques engrangeant quelques gains dans divers États européens. Il y a d'ailleurs un problème de vocabulaire puisque le parti de Marine Le Pen préfère parler de « droite nationale » tandis que les pourfendeurs de ceux qui ne suivent pas la doxa de gauche franchissent une étape avec le vocable d'« *ultradroite* » destiné à dénoncer les « *identitaires* » et autres représentants de la « *France rance* » chère à quelques tribuns. Parfois est utilisé le mot « *droite extrême* » qui présente l'avantage d'évoquer de façon subliminale la droite tout court. Il a en tout cas fallu renoncer à l'expression « *droite extra*



PRIX JEUNE TALENT

Le secret de tante Ida

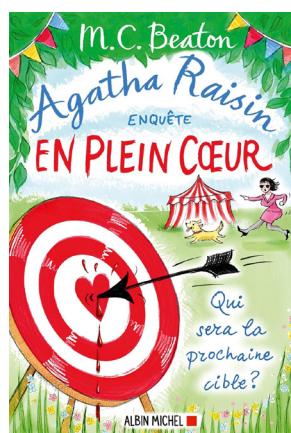
Une omerta règne dans la famille de Thibault : interdit de parler de tante Ida, la pestiférée. Quand la vieille dame décède, le jeune homme se propose pour trier ses affaires et vendre sa maison dans le Vexin. Après tout, il n'a rien d'autre à faire : sa petite amie l'a quitté, il vient d'être licencié et va perdre son logement. Le pavillon qu'il découvre est charmant quoiqu'étrange lorsqu'on l'observe avec attention. Les voisins ne tarissent pas d'éloges sur Ida alors pourquoi sa mère la détestait-elle tant ? Pour ce roman qui aborde les traumatismes familiaux, Valérie Taront a reçu le prix Jeune talent Jeannine-Balland récompensant un écrivain prometteur.

« Fenêtre sur jardin », Valérie Taront, Calmann-Lévy, coll. territoires, 192 p., 18,50 €.

POLAR

La kermesse

Si vous avez l'intention d'aller à une kermesse, veillez à ne pas croiser la pimpante Agatha Raisin. L'héroïne de M.C. Beaton porte malheur. Partout où cette détective privée passe, un mal-



heureux trépassé. Et ce n'est pas sir Godfrey Pride, propriétaire foncier de son ex-état, qui dira le contraire ! Le pauvre git au pied d'un arbre, le cœur transpercé par une flèche haineuse, Agatha penchée sur lui. Une aubaine pour l'inspecteur Wilkes qui veut la perte de sa concurrente et la désigne suspect principal. Il ne lui reste plus à la détective qu'à se disculper. Encore faut-il que les héritiers de sir Pride ne l'envoient pas en enfer avant.

« En plein cœur », M.C. Beaton, Albin Michel, 278 p., 14,90 €.

MISCELLANÉES

Quarante-huit nuances de chat

Un beau jour, la chatte Mitsy est entrée dans la vie du parolier Jérôme Attal. Depuis il se passionne pour les félins et c'est vrai que ces adorables minous ont su conquérir le cœur des humains, surtout celui des écrivains (Baudelaire...) et des artistes (Manet...). Après la période cruelle du Moyen Âge, le matou a repris du poil de la bête grâce aux dessinateurs. Au fil des quarante-huit chapitres, on croise des mistigris célèbres et d'autres qui ont fait le bonheur ou le malheur de leur maître. Ainsi Élisabeth



qui a perdu son chat Gare de Lyon et mobilise les réseaux sociaux pour le retrouver. En vain à ce jour.

« Petit éloge des chats », Jérôme Attal, éditions Les Pérégrines, 160 p., 14 €.

REVUES

Aux origines du signe

Sans l'écriture, il n'y aurait pas d'intelligence, naturelle ou artificielle. Le trimestriel La Recherche retrace le long cheminement qui mène du signe à la graphie. « L'avenir de notre société n'est pas le pétrole ou le lithium, c'est la matière grise de nos concitoyens », dit le scientifique Rémi Quirion. Parmi les sujets abordés : la genèse de l'écriture en Mésopotamie, une IA aide à décrypter le chyprio-minoen, les réseaux cérébraux de l'écriture, écrire sans les mains...

« L'Écriture », La Recherche, novembre/décembre 2023, 9,90 €.

Catherine PAUCHET



assemblée générale des actionnaires anciens et nouveaux aura lieu le 22 décembre, consacrant la prise en main du réseau par la Caisse des dépôts et consignations et ses alliés...

■ **Bourse** : Un indice Ofex (Open Financial Ecosystem index), publié le 22 novembre classe Paris cinquième parmi les places boursières les plus attractives, après New York, Chicago, Londres et Tokyo.

■ **Assurance** : L'assureur français en ligne Luko, 80 collaborateurs, 45 millions de dettes, doit être placé en redressement judiciaire par le tribunal de commerce de Bobigny, mais l'espoir d'une reprise de la start-up par un grand groupe d'assurances demeure.

■ **Automobile** : Le siège social de Tesla-France s'installe en décembre à Saint-Ouen-sur-Seine (Seine-Saint-Denis) avec une centaine de salariés.

■ **Grande Distribution** : Le groupe Intermarché, qui possède 59 usines agro-alimentaires en France avec 11 000 collaborateurs, ferait face à des difficultés de recrutement. Sa laiterie de Saint-Père-en-Retz (Loire atlantique), qui collecte 210 millions de litres de lait de 400 éleveurs, est en grève depuis le 17 novembre pour réclamer des augmentations de salaire et une amélioration des conditions de travail.

■ **Santé** : Le groupe pharmaceutique danois Novo Nordisk, qui détient le brevet de médicaments à succès mondial (Ozempic et Wegovy) contre le diabète et l'obésité, a décidé de re-

parlementaire » puisque, en France et ailleurs, il y a de plus en plus d'élus se réclamant de ces idées ; du coup, on lui a substitué le vocable « en dehors de l'arc républicain », qui vient lui-même de tomber après la participation du Rassemblement nationale à la grande « *marche contre l'antisémitisme* » qui s'est tenue à Paris le 12 novembre.

En fait, le paysage politique change, et pas seulement en France. La dernière manifestation en a été le placement en tête, la semaine précédente aux Pays-Bas, du parti de la Liberté de Geert Wilders, complétée par le positionnement du Mouvement agriculteur citoyen, qui avait déjà émergé aux élections provinciales en mars. De même, après le succès, il y a un an, de Giorgia Meloni en Italie, la Slovaquie, avec Robert Fico, a vu une alternance contraire à celle qui s'est effectuée en Pologne, apportant à la Hongrie de Viktor Orban un voisinage politique. On a eu également les arrivées au pouvoir de gouvernements alliant droite et extrême droite en Finlande et en Suède ; d'où la prise de position du Premier ministre de ce dernier pays, Ulf Kristersson, en faveur de l'expulsion de tous les étrangers qui ne respecteraient pas « les valeurs fondamentales » du royaume, sur un ton assez proche de ce qu'expliquent les sociaux-démocrates danois.

L'immigration devient en effet un sujet de plus en plus pris en considération, comme on le voit avec le projet de loi de Gérald Darmanin en France et les attitudes de divers pays scandinaves. Voilà pourquoi il semble curieux de réduire

les manifestations identitaires de Dublin à un racisme primaire, à la suite des agressions à l'arme blanche d'un homme d'âge moyen, naturalisé et semble-t-il originaire d'un pays musulman. Ces événements peuvent être rapprochés de ceux qui se sont déroulés en France après l'assassinat d'un jeune homme à côté de Romans-sur-Isère. Dans les deux cas, on a aussitôt parlé d'« extrême droite » en oubliant les victimes d'origine ainsi que les cris rapportés par certains témoins tels que « *on est là pour planter du Blanc* ». Si on constate que ces situations surviennent dans des nations où n'arrête pas de se développer la haine de son propre passé et l'hyper-valorisation de la diversité, on ne saurait s'étonner des réactions sociales et politiques du moment.

Jean-Gabriel Delacour

Gilets jaunes

On commémore ces temps-ci la cinquième année du mouvement des gilets jaunes, même si celui-ci semble très atténué désormais. Sur les télévisions d'information en continu, le constat est souvent fait avec le concours des correspondants parisiens de la presse étrangère, que cette éruption française a interloqués plus encore que la presse autochtone, blasée, ou se satisfaisant des analyses de Jérôme Fourquet, d'ailleurs très sérieuses... On se souvient qu'une « *France périphérique* » s'était alors mobilisée pour refuser une nouvelle « taxe carbone » sur les carburants, voulue par les écologistes...

En province, en banlieue, pour travailler et pour faire n'importe quoi d'ailleurs, on ne peut pas se passer de sa voiture. Il y a une France qui carbure au diesel, et puis qui fume du tabac et qui boit de l'alcool, soit les trois choses que l'État taxe le plus. Avec la bonne conscience d'une fiscalité punitive envers un populo décidément peu fréquentable. Ce peuple, qui – circonstance aggravante – ne vote pas beaucoup, c'est aussi celui des divorcés, donc des endettés, des privés de loisirs. Pour lui, les ronds-points de la colère et leurs barbecues improvisés furent une fête inattendue.

Pas longtemps, car, comme pour le mouvement des bonnets rouges qui avait précédé, en octobre 2013, la violence fut vite au rendez-vous. Par tactique des protestataires soucieux d'être entendus. Mais aussi par calcul du gouvernement, bien décidé à jouer le pourrissement, et même à profiter de l'occasion pour tétaniser toute une société réputée dangereuse car sans représentants avec qui discuter. Ce fut d'ailleurs la plus grande faiblesse de ce mouvement qui, à chaque fois qu'un leader semblait émerger, le répudia au risque de la cacophonie. Qui se souvient d'Éric Drouet, de Priscillia Ludosky ou de Jacline Mouraud ?

Il fallut compter aussi avec des provocateurs de deux sortes. D'abord les "blacks blocs", quelques centaines de militants, libertaires ou néomarxistes, aguerris dans les luttes altermondialistes ou écologistes contre la police et toujours à l'affût. Souvent des fils de bourgeois, parfois des étrangers euro-

péens, difficiles à contrôler par la justice et par la police qui, à l'occasion, a pu avoir la tentation de s'en servir pour discréditer le mouvement social. Et puis les casseurs et pilleurs d'occasion, encore une autre société parallèle, qu'on a vus à l'œuvre lors des émeutes de juin dernier.

Dans un cas comme dans l'autre la police a pu faire usage de ses armes dans des conditions parfois non compatibles avec les règlements en cours (le tir direct de grenade à hauteur des visages) ou avec des tactiques de répression nouvelles et contestables (la pratique généralisée du « *nassage* » des manifestants). À cela, il y a bien des explications. Mai 1968 n'avait pas trop dérapé car on avait eu le préfet Grimaud... Les Gilets jaunes se sont fait éborgner par dizaines. Les préfets Delpuech et Lallement en portent leur part de responsabilité, mais ils ont obéi aux ordres du ministre de l'Intérieur Christophe Castaner et du gouvernement, donc du président...

Ensuite, il y eut le grand blanc du covid, avec d'autres débats, d'autres stratégies sociales et économiques, avec un « quoi qu'il en coûte » dont les conséquences sont l'inflation des prix à la consommation et l'augmentation des impôts. Les Gilets jaunes sont largement floués. Leur image dans la société n'est pas bonne : la violence leur est imputée, la faillite des commerces de centre-ville également. Peuvent-ils relever la tête ? Jérôme Fourquet dit que c'est possible. La France est un pays de révoltes et de révolutions jamais prévisibles.

Frédéric Aimard

Désindustrialisation

C'est une histoire de verre. Elle peut rappeler, avec mille différences, ce qui s'est passé aux cristalleries d'Arcques (Pas-de-Calais) rachetées par l'Américain Glass Holdings ou à la verrerie Duralux à La Chapelle-Saint-Mesmin (Loiret), propriété successive de fonds de pensions américain puis européen... Et tant d'autres histoires de verreries, compliquées, parfois croisées, qui mettent en exergue que la rentabilité à court terme exigée par les fonds de pension et la perpétuelle innovation technologique nécessaire pour garder un temps d'avance sur la concurrence (notamment chinoise) font rarement bon ménage.

La verrerie Holophone, fondée aux Andelys (Eure) en 1921 avait encore, dans les années 2010, 400 salariés aux Andelys. Elle s'était implantée en Tunisie puis en Chine, et restait le leader mondial des composants optiques pour l'éclairage automobile ou des verres incassables pour compteurs d'eau, après avoir été un acteur majeur dans l'éclairage public. Or, en ce 30 novembre 2023, elle aura été mise en liquidation judiciaire par le tribunal de commerce d'Évreux. Elle venait pourtant de moderniser son four au gaz de grande capacité pour 2,2 millions d'euros. Mais l'équipementier automobile Valéo, son principal client, n'a pas renouvelé ses commandes en raison, entre autres, du passage de l'halogène vers les ampoules LED et de l'abandon des feux antibrouillard sur les nouveaux modèles automo-

biles. Le récent triplement des prix de l'énergie a précipité la fin de cette PME qui aurait reçu peu ou prou 15 millions de prêts garantis par l'État et a encore un peu plus de 200 salariés en France qui vont donc se retrouver au chômage début janvier.

Son propriétaire (American Industrial Acquisition Corporation) n'aurait pas investi suffisamment dans la recherche et développement pour diversifier ses débouchés, selon le maire des Andelys. Des erreurs stratégiques ont certes été commises (privilégier la quantité et donc Valéo, plutôt que de conserver une production très diversifiée jugée peu compétitive). Mais un autre actionnaire aurait-il fait mieux ? Pendant ce temps, la société chinoise Vansci se vante de fabriquer à Briennon-sur-Armançon (Yonne), des ampoules dont le brevet innovant leur permet d'avoir été retenues pour l'éclairage de la cathédrale Notre-Dame de Paris en reconstruction. Désindustrialisation d'un côté, réindustrialisation de l'autre. C'est une mécanique classique. Une chose est certaine, quand les brevets sont déposés ailleurs que chez soi, on ne peut qu'être spectateur de son propre sort industriel.

F. A.

Patates

Les chiffres révélés par l'Insee sont sans appel : dans les rayons des grandes surfaces, le prix du filet de pomme de terre est passé en un an de 1,70 à 2,09 euros soit une hausse de 23 %. Un phénomène qui entraîne logiquement celle des nombreux produits manufactu-

cruter 500 salariés en plus des 1 600 déjà présents sur son site de Chartres (Eure-et-Loir) qui verra sa surface doubler. Le président Macron a accueilli sur place, le 23 novembre, le PDG danois de l'entreprise qui annonce un investissement de 2,1 milliards d'euros pour développer là de nouvelles lignes de productions. Novo Nordisk emploie 23 000 collaborateurs dans le monde et pèse autour de 400 milliards de dollars en Bourse, première capitalisation européenne, ayant détrôné LVMH fin août.

■ **Électricité** : Pour la première fois depuis 1946, la CGT est arrivée après la CFE-CGC aux élections des représentants du personnel d'EDF le 13 novembre : 30,31 % contre 33,08 %. La CFDT est à 17,45 %, Force ouvrière à 15,5 % et l'Unsa à 2,07.

■ **Disparition** : L'ancien maire de Lyon et ancien ministre de l'Intérieur Gérard Collomb est mort le 25 novembre à 76 ans.

La Nation Française

directeur

de la publication :
Frédéric Aimard

Édité par Spfc-Acip
60, rue de Fontenay
92350 Le Plessis-Robinson

Siret 418 382 149 00015
Nanterre
N° TVA intracommunautaire
FR21418382149
ISSN 2967-2988
Imprimé par nos soins.

rés à basse de pommes de terre, comme la purée, les chips ou les frites surgelées.

La cause de cette hausse importante des prix est double. Tout d'abord, conséquence de la guerre en Ukraine, les prix des carburants, de l'électricité mais aussi des engrais, des produits phytosanitaires et des semences ont augmenté et sont répercutés par les agriculteurs. D'autre part, la météo a été capricieuse, entre sécheresse estivale et inondations. Résultat : la récolte 2022 a été la pire de ces trente dernières années en France et celle de 2023 sera moyenne.

Rappelons que la France récolte 7 à 8 millions de tonnes de pommes de terre par an, dont 1 million de tonnes sont proposées sous forme fraîche aux consommateurs de notre pays et plus de 3 millions de tonnes sont exportées. Les Français consomment en moyenne 50 kg de pomme de terre par an et par personne dont 30 % sous forme transformée.

Même si les pommes de terre demeurent une production objectivement bon marché, accessible au plus grand nombre, de telles augmentations participent de l'inflation subie au quotidien par les Français depuis bientôt deux ans.

Jérôme Besnard

Avent

Il va se vendre cette année, dix millions de calendriers de l'Avent. Il y en aura pour tous les goûts et toutes les coutumes. Cela va durer quatre semaines, débuter le 1er pour s'achever le 24 décembre.

Le temps de l'Avent comporte quatre dimanches

avant Noël. Historiquement cette période avait pour but de tourner les prières et les cœurs vers le retour du Christ. Mais c'est aussi dans la tradition germanique, le temps qui permettait aux enfants d'attendre Noël.

C'est en fait une forme de calendrier qui est originaire de Finlande depuis le XIX^e siècle. C'est en 1908 que Gerhard Lang, un éditeur de livres médicaux à Munich conçoit cet objet composé de petits dessins colorés. En 1920, l'objet est perfectionné et ajoute des petites portes et fenêtres qu'il faut ouvrir chaque jour. On dit toujours que cela apprend la patience aux enfants, d'autant que l'on va ajouter rapidement des chocolats à consommer jour après jour.

Dans les calendriers religieux on trouvera plus facilement des phrases de l'Évangile, parfois le nom d'auteurs célèbres. La plus grande latitude est laissée à la créativité, selon les pays et les époques.

Toutes les grandes marques rivalisent d'ingéniosité pour proposer des calendriers de l'Avent spécialisés. C'est devenu un véritable business, notamment en France avec des productions de toute nature et à tous les prix.

C'est un très joli cadeau à offrir.

Philippe Buron Pilâtre

Un ado

La sûreté départementale de Grenoble a mené une enquête sur des faits de proxénétisme, ce qui, malheureusement, relève d'une réalité quotidienne. L'étonnant – et l'inquiétant – réside dans le fait que la

police a ainsi identifié et interpellé, le 23 novembre, un jeune homme de 17 ans, par ailleurs auteur d'une fausse alerte à la bombe au lycée Vaucanson. Cet établissement d'enseignement secondaire et supérieur, avec notamment des classes préparatoires, a été ces derniers temps visé à plusieurs reprises par de tels appels, à l'instar de nombreux lycées de l'agglomération grenobloise.

Lors d'une première enquête, l'adolescent avait été placé sur écoute téléphonique. Cela a permis de découvrir son implication dans l'affaire de proxénétisme. C'est dans ce cadre qu'il a été possible « d'enregistrer la fausse alerte » du 9 novembre, a expliqué le parquet. L'établissement avait été alors évacué, en conséquence de l'indication qu'un engin explosif avait été disposé à l'intérieur. Près de 1 200 élèves avaient dû quitter les lieux, avec évidemment la mise en place d'un périmètre de sécurité.

Le jeune homme comparaitra devant le tribunal pour enfants le 23 janvier prochain pour les deux délits qui lui sont reprochés. Les deux majeurs interpellés dans le même cadre de proxénétisme devraient être, eux, jugés en comparution immédiate par le tribunal correctionnel de Grenoble le 13 décembre.

La presse locale et régionale ne s'est pas montrée très prolixe sur le sujet. Quels qu'en soient les tenants et les aboutissants, cette mise au jour montre la profondeur des maux dont souffre le pays. D'un côté, une inconscience ou, peut-être plus sûrement, une volonté de nuire à la tranquillité publique et, de l'autre, une implication dans un

trafic d'êtres humains. Sans mettre en cause directement l'Éducation nationale, la famille et les relations du jeune incriminé, il y a vraiment quelque chose de pourri dans la belle France.

Précis

Référendum

Tout ça pour ça ! J'irai, je n'irai pas, c'est du tango avec musique cacophonique. Le référendum de l'article 11 de la Constitution fait rêver, mais il semble que son extension à des sujets sociétaux, ceux qui intéressent vraiment les citoyens qui veulent donner leur avis, soit remise aux calendes grecques. Sauf pour la fin de vie, ce qui n'est guère enthousiasmant et est un problème personnel de conscience du concerné, de sa famille et du corps médical. Mais c'est la démocratie qui va être à bout de souffle si on ne lui insuffle pas rapidement plus de respiration. On proteste, on défile, on casse dans la rue mais on ne va pas voter.

C'est non d'avance. La question ne sera pas posée. Cela rappelle le magistrat Delegorgue, qui présidait les assises pour juger Émile Zola et son « J'accuse », et qui refusait obstinément que Me Labori, le célèbre avocat, interroge des témoins qui avaient un rapport avec l'affaire Dreyfus. Toute ressemblance avec l'actualité est pure coïncidence.

Le président Macron n'a pas réussi sa deuxième rencontre de Saint-Denis. La proximité de la nécropole des rois où devrait souffler l'esprit a fait que ses projets, dont celui sur le domaine du référendum, ont été enterrés faute de participants, les présents étant

relativement d'accord pour ne rien faire et surtout ne pas donner le gain du match à l'un ou à l'autre. Je déplore que des chefs de parti n'aient pas fait l'effort de se déplacer, conduits par leurs chauffeurs, ne serait-ce que pour dire qu'ils proposent autre chose. Ceux pour qui je vote m'ignorent. Certes il y a plus de signes de communication que d'actes. J'appartiens à ces 50 % d'électeurs qui participent à chaque scrutin et j'aurais aimé que les représentants du peuple cette prétendue élite démocratique ne boudent pas et soient positifs. Puis qu'à l'assemblée ils ne jouent pas la surenchère ou la politique du pire. À défaut leurs leçons de morale et de civisme ne sont que des paroles verbales sans consistance et la confiance en leurs capacités à gouverner diminue.

Et pas depuis Colombey-les-Deux Églises, où souvent on rend hommage à l'absent qui ne peut répliquer sans tirer les conséquences de l'action du général de Gaulle. On a même vu se recueillir les héritiers de ceux qui le combattaient ! La société du spectacle se réveille, mais les acteurs sont mauvais. Le Général a usé du référendum et, quand la réponse n'a pas été celle qu'il souhaitait, il est parti. Qui aura le courage de recommencer ? C'est à cela qu'on mesure la grandeur d'un homme ou d'une femme d'État.

Les citoyens aimeraient être consultés sur l'immigration, la sécurité, la justice, la décentralisation... sur ce qui les touche dans leurs vies quotidiennes. Je dis oui. Mais ces sujets délicats ne plaisent pas aux bien-pensants qui préfèrent dissoudre le peuple s'il ne

suit pas ceux qui s'estiment éclairés et pensent que les citoyens doivent approuver ce qu'ils imaginent. Comme si le bien se décrétait et qu'une société idéale avec la fraternité existait uniquement avec de bonnes intentions. Les affrontements guerriers en cours un peu partout sur le globe nous montrent que l'identité, la violence, l'idéologie voire la nature désormais divisent les hommes et les femmes surtout quand la religion s'en mêle.

Les sujets de tous les jours chiffonneraient-ils des élus politiques qui craignent pour leurs sièges ? Et le plus grave : on nous dit que les juges européens pourraient ne pas valider : le droit constitutionnel français est-il contre son peuple ? Personnellement on ne m'a pas demandé de voter pour les membres de la commission européenne et sa bureaucratie. Et si on remettait un peu de souveraineté dans ce capharnaüm dans lequel est engluée la majorité silencieuse. À vie ? À force de botter en touche on va vers le carton rouge sinon au succès d'un populisme imprévisible. En Argentine les électeurs viennent d'élire « El Loco » devenu président bien que poursuivi par la justice et peut-être bientôt détenu ? Et si le populisme n'avait pas tout faux ? Les politiques contraires n'affichent pas de résultats merveilleux. L'aspect droits de l'homme et éthique n'est plus universel. Ne dénions rien.

Tout devient possible. Il sera trop tard pour dire on aurait dû agir et ne pas refermer le couvercle sur la marmite. Faire parler le peuple est un moyen préventif.

On objecte mais quelle

question faut-il poser ? Comme si nos responsables n'étaient pas plus intelligents que nous et que la complexité obligeait à renoncer. Nicolas Sarkozy a fait voter le référendum d'initiative partagée. Pourquoi ne pas en atténuer les conditions et essayer ? On a dit non au référendum d'initiative citoyenne ce que j'ai agréé en raison de la démagogie et de la dérive possibles. Il est écrit nulle part que l'électeur a le droit sinon l'obligation de voter tous les 5/6 ans et le devoir d'être reconnaissant entre les échéances en acquiesçant à ce qui n'avait pas été exposé dans le détail ou qui vient de surgir. L'électeur est-il plus bête que celui qui a phosphoré sur la question à trancher ?

Un référendum est un outil pas la panacée. On sait le peuple méfiant depuis le vote sur Maastricht rectifié ensuite par le traité de Lisbonne. Personne ne veut se faire avoir une nouvelle fois ! La balle est dans le camp des politiques qui doivent commencer par le début : étendre les possibilités de recours au référendum.

Je veux être interrogé non pas par la police car je suis

innocent mais je veux donner mon opinion sur mon avenir. Est-ce trop demander ? Nous nous revendiquons à juste titre d'être une véritable démocratie dans le monde, sans conflits internes entre tribus, clans, communautés, factions quoique ce sujet commence à inquiéter. A-t-on l'occurrence de le dire sans être traité d'extrémiste ?

Nous n'avons pas d'ennemis extérieurs déclarés sauf le terrorisme. Je ne réclame pas l'extension du domaine de la lutte comme Michel Houellebecq car nos rebelles petits-bourgeois s'en préoccupent. Mais je milite pour que de nombreux sujets de société vitaux pour notre cohésion puissent être soumis au référendum. Que MM. et Mmes les parlementaires s'activent, personne ne détenant la vérité, certains moins que d'autres cependant.

Une occasion perdue se retrouve rarement. Les électeurs veulent aller aux urnes et s'exprimer, ce qui est une liberté fondamentale. Donnons-en leur la possibilité c'est un minimum démocratique. Le muet du sérail n'apporte rien à personne.

Christian Fremaux

Abonnement

LA NATION FRANÇAISE

1 an = 20 euros à l'ordre de Spfc-Acip.

Païement par carte bancaire :
<https://buy.stripe.com/28o3eq3Re7RSc3C000>

Merci de signaler par mail, votre réabonnement

**Païement par virement possible.
 Rib sur demande.**

frederic.aimard@gmail.com

■ **Israël** : Le 24 novembre, le Hamas a libéré 13 otages israéliens, 10 otages thaïlandais et 1 otage philippin en échange d'une trêve de 4 jours renouvelables et de la libération de prisonniers palestiniens détenus en Israël. Le 26 il en a libéré 17 autres dont 13 Israéliens, 3 Thaïlandais et un Russe. Grâce aux accords patronnés par le Qatar, 58 otages ont donc été libérés en trois fois durant cette première trêve de 4 jours, sur les quelque 240 que le Hamas et le Djihaïd islamique détiendraient. Le 27 novembre, le Premier ministre Benjamin Netanyahu a évoqué une prolongation de la trêve. D'autres otages devaient être rapidement libérés pendant que des centaines de camions d'aide humanitaire entrent dans la bande de Gaza depuis le Sinaï.

■ **Pays-Bas** : Le PVV (Parti de la Liberté) mené par Geert Wilders, anti-immigration et pour une sortie de l'Union européenne, est arrivé en tête des élections législatives du 22 novembre, avec 37 députés sur 150 (au lieu de 16 dans la précédente législature). L'alliance de gauche de l'ancien commissaire européen Frans Timmermans est deuxième avec 25 sièges (+ 8). Le VVD de centre-droit au pouvoir n'en a remporté que 24 (-10) et le Nouveau Contrat Social (NSC), chrétien-démocrate, mené par Pieter Omtzigt, une vingtaine qui sont les seuls actuellement disponibles pour tenter une coalition de gouvernement avec le leader d'extrême droite. La formation d'un gouvernement prendra probablement plusieurs mois.

Mileinarisme

La victoire écrasante de Xavier Milei à l'élection présidentielle argentine le 19 novembre avec 55,8 % des suffrages a ouvert la voie à la mise en œuvre d'un programme ouvertement libertarien. Ce mouvement n'a certes rien de nouveau. Son maître à penser, Murray Rothbard (1926-1995) – il a donné son nom à ses chiens clonés –, avait fondé en 1974 à Wichita (Kansas) l'Institut Cato, aujourd'hui considéré comme l'un des principaux *think-tank* américain. Il s'inscrit dans la ligne de l'école autrichienne (Friedrich von Hayek) et de l'école de Chicago (Milton Friedman) dont l'enseignement a essaimé dans les universités sud-américaines plus facilement qu'au nord. Les étudiants chiliens en économie politique, les *Chicago boys*, avaient ainsi conquis l'ascendant sous la dictature Pinochet. Les discussions sur la réforme de la Constitution qui devraient se terminer ce mois-ci avaient achoppé sur la remise en cause du modèle économique de cette époque, au premier chef la privatisation des grands services publics de l'éducation et de la santé que Milei veut justement introduire sur l'autre versant des Andes.

Milei a été plébiscité par la jeunesse par son style rock débridé mais aussi par sa vision « futuriste ». Ce libertarisme est une sorte d'excroissance du néo-conservatisme des Reagan et Thatcher des années quatre-vingt. La Première ministre britannique avait un jour protesté contre l'emploi du terme société : la société n'existe



pas ; il n'y a que des individus. Certains économistes anglo-saxons avaient développé cette idée en basant leur système sur l'égoïsme personnel qui traduisait assez bien une tendance lourde parmi les nouvelles générations.

Milei, né en 1970, a appris l'économie dans ce milieu culturel accordé aux jeux vidéo et à tout ce qui a explosé depuis dans les réseaux sociaux. Il vit de plain-pied dans le monde virtuel. Il est dans un film de l'avenir. Il se projette à 35 ans, une vision 2060 et au-delà. Son style passe difficilement auprès d'un esprit vieille-Europe. Il dépasse de loin l'effet Trump qui, à 80 ans, est étroitement nationaliste, interventionniste en économie, isolationniste en politique extérieure. Mais il est compatible avec une nouvelle droite. Il attire une certaine jeunesse éprise de science-fiction. Même son climatoscepticisme qui passe pour un négationnisme est chez lui, comme chez ses économistes états-uniens favorisés, une forme d'utopie (Robert Nozick, *Anarchie, État et utopie*, 1974, réédité en 2013).

Proche de Jair Bolsonaro au Brésil et de José Kast au Chili, adversaires malheureux de Lula et Boric en 2021 et 2022, mais qui avaient réuni respectivement 49 et 45 % des voix, c'est un phénomène qui est loin d'être isolé. Ou bien ce sera rapidement le chaos, ou bien il se généralisera sur le double hémisphère.

Dominique Decherf

Machin

Le général de Gaulle avait dénoncé, le 10 septembre 1960, à Nantes, « *Le machin qu'on appelle ONU* » qui s'ingérait dans le dossier algérien. Il considérait que l'ONU était dans le sillage de la SDN qui « *s'exaltait de ses propres principes surtout lorsqu'il s'agissait de condamner théoriquement la guerre* ».

C'est pire aujourd'hui. L'ONU est une mascarade au mieux, une machine infernale au pire. Sa Charte est piétinée sans dommage par toutes les tyrannies du monde. Son Conseil de sécurité comprend cinq membres permanents dont la Chine et la

Russie qui s'opposent bien entendu à toute condamnation des guerres et autres violations des droits de l'homme dont elles sont coupables.

L'Iran dont la police des mœurs fait régner la terreur et qui emprisonne un Prix Nobel de la paix, Narges Mohammadi, a présidé au début de ce mois le forum social du Conseil des droits de l'homme de l'ONU.

Lors de la 38^e session de la Conférence générale de l'UNESCO, le Président de l'Azerbaïdjan Ilham Aliyev, qui pilonne l'Arménie et entraîne la déportation de sa population, a appelé ce 17 novembre « à l'engagement et à la responsabilité de la communauté internationale pour traiter les causes de l'extrémisme, du radicalisme, de l'intolérance et du racisme » !

Déjà, en 2017, l'Arabie saoudite, où les femmes sont laissées-pour-compte avait été élue membre de la commission des droits des femmes ! « *Les deux tiers des 47 membres du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU sont des dictatures* » observe Yves Bourdillon dans un article des *Échos* du 21 novembre 2023. Il ajoute que « *L'Assemblée générale des Nations unies [...] a voté ces huit dernières années 140 résolutions contre Israël, 10 contre la Syrie, trois ou quatre contre la Russie, les États-Unis, la Birmanie, l'Iran, la Corée du Nord...* » mais elle n'a jamais introduit une seule résolution contre Chine, Venezuela, Arabie saoudite, Cuba, Turquie, Pakistan, Vietnam, Algérie...

Le machin entretient et légitime la tyrannie et le totalitarisme.

Jean-Philippe Delsol

COP 28

La 28^e Conférence des Parties (COP 28) de la Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) se tient à Dubaï du 30 novembre au 12 décembre.

Comme à chacun de ces rendez-vous annuels, les opinions oscillent entre espoir et désillusion. Plutôt que s'en remettre à des impressions, le pape François préfère afficher une conviction, celle qu'il est encore possible d'inverser la tendance d'un réchauffement climatique dont les effets affectent non seulement la planète mais d'abord les hommes qui en sont les gardiens.

La COP 28 pourrait n'apparaître que comme une énième réunion de ce type, plus forte à effectuer des constats qu'à adopter des mesures. Pourtant, par rapport aux précédentes conférences, celle-ci est appelée à prendre la responsabilité particulière de dresser le bilan de la mise en œuvre de l'Accord de Paris voté à l'issue de la COP 21 en 2015.

Or, force est de reconnaître que les ambitions affichées alors ne seront pas tenues : plutôt qu'un réchauffement limité à 1,5° d'ici la fin du siècle par rapport à l'ère pré-industrielle, il faut s'attendre davantage à une élévation des températures allant de 2,5° à 2,9°. La cause en est la trop forte émission des gaz à effet de serre générée par l'utilisation massive des énergies fossiles.

Face à cette situation, certains préconisent l'adoption de technologies de capture et de séquestration du carbone. C'est le cas, en particulier, des pays producteurs de pétrole et l'on peut penser que le pays hôte de la COP 28 ira

dans ce sens, d'autant plus que la conférence sera présidée par Ahmed al-Jaber, ministre émirati de l'industrie et directeur général de la société Abu Dhabi National Oil Company. Ce n'est pas la position de la France, le président Emmanuel Macron ayant déjà appelé les participants « à ne pas se divertir », encore moins celle du Vatican.

Comme il l'avait fait avant la COP 21 en donnant son encyclique *Laudato Si'* sur la sauvegarde de la maison commune, le Pape a publié, le 4 octobre dernier, en la fête de Saint-François d'Assise, l'exhortation apostolique *Laudate Deum* dont il explique à la fin le sens de son titre : « *Louez Dieu est le nom de cette lettre. Parce qu'un être humain qui prétend prendre la place de Dieu devient le pire danger pour lui-même* ».

Si l'exhortation est une forme d'actualisation de l'encyclique huit ans après la parution de celle-ci, elle en est surtout la déclinaison pratique afin de parvenir à un accord réellement valable à l'issue de la COP 28. La position du Pape repose sur quelques convictions simples et fortes qu'il expose dans sa lettre : la réalité du réchauffement climatique, l'incontestable responsabilité de l'homme dans cette situation et les conséquences désastreuses pour les plus pauvres.

De fait, le Pape n'adhère pas une conception antisépéciste mettant l'homme au même niveau que les autres créatures mais en appelle à un « *anthropocentrisme situé* » qui reconnaisse que « la vie humaine est incompréhensible et insoutenable sans les autres créatures ».

Ce que dénonce le Saint-Père, c'est ce qu'il appelle

■ **Grande-Bretagne** : La ministre de l'Intérieur Suella Braverman, 48 ans, de lointaine origine indienne, convertie au bouddhisme, a été destituée de ses fonctions le 13 novembre après avoir critiqué l'autorisation par la police de Londres d'une manifestation pro-palestinienne, et ses propos sur « la submersion » du pays par l'immigration illégale. Le Premier ministre Rishi Sunak l'a remplacée par l'ancien ministre des Affaires étrangères, James Cleverly.

■ **Irlande** : Un homme d'une cinquantaine d'années a poignardé une femme, un homme et trois enfants à la sortie d'une école à Dublin le 23 novembre. Il a été désarmé, par un lycéen français et un livreur brésilien et rapidement arrêté par la police. Quelque 500 émeutiers ont dans la soirée brûlé des voitures et pillé des magasins, en prononçant des slogans anti-immigrés et anti-islam, alors que la police indiquait que l'agresseur, Algérien naturalisé irlandais depuis vingt ans, ne semblait pas avoir de motivations terroristes.

■ **Corée du Nord** : La Corée du Nord a annoncé avoir mis en orbite un satellite espion Malligyong-1 le 19 novembre. Le lanceur, qui avait connu plusieurs ratées, aurait été amélioré par une coopération avec les ingénieurs russes. La Russie doit recevoir plusieurs dizaines de millions d'obus en échange après un accord qui aurait été signé lors de la rencontre entre les présidents Kim Jong-un et Poutine au cosmodrome de Vostotchny le 13 septembre dernier.

■ **Chine** : Le 22 novembre, l'organisation mondiale de la santé a demandé à la Chine de lui donner des informations détaillées sur une flambée d'infections respiratoires qui déborde les hôpitaux..

■ **Chine** : Le gestionnaire d'actifs Zhongzhi aurait une dette de 60 milliards de dollars. La police a ouvert une enquête sur d'éventuelles malversations.

■ **Taïwan** : Le 24 novembre, le candidat du Kuomintang, Hou Yu-ih, et celui du TPP, Ko Wen-je, ont enregistré séparément leur candidature à l'élection présidentielle. L'actuel Premier ministre Lai Ching-te, 64 ans, président du Parti démocrate progressiste, devrait être élu facilement lors de l'élection présidentielle du 13 janvier prochain, au grand déplaisir de Pékin.

■ **Madagascar** : La chanteuse Ninie Doniah est morte en prison à 56 ans le 19 novembre. Son combat féministe et contre l'acaparement des terres en avait fait la bête noire des autorités.

■ **Mali** : Les islamistes ont revendiqué une double attaque contre les camps de Nafunké et Goudam, dans la région de Tombouctou, le 24 novembre, qui aurait tué une cinquantaine de soldats maliens. À Kidal les maisons des islamistes qui se sont enfuis ont été pillées par leurs voisins.

■ **Madagascar** : Andry Rajoelina a été réélu président au premier tour, avec 58,95% des suffrages exprimés le 16 novembre. La Cour constitutionnelle doit confirmer.

le « *paradigme technocratique* », c'est-à-dire l'idéologie de la toute-puissance de la technologie exemptée de toute considération éthique. Afin de contrer cette vision, s'il salue les efforts des ménages contribuant à construire une nouvelle culture, il en appelle surtout à une autre politique internationale fondée sur une reconfiguration du multilatéralisme afin de parvenir à un multilatéralisme « *d'en bas* ». S'agissant des conférences sur le climat, le pape François reconnaît les avancées faites au cours du temps, notamment par l'Accord de Paris de 2015 mais, pour ce qui est de celui-ci, regrette que, « *bien qu'il s'agisse d'un accord contraignant, toutes les exigences ne sont pas des obligations au sens strict et (que) certaines d'entre elles laissent une grande marge de manœuvre* ». Ce qui conduit le Pape, pour les conférences qui ont suivi, de « *continuer à affirmer que les accords n'ont été que peu mis en œuvre parce qu'aucun mécanisme adéquat de contrôle, de révision périodique et de sanction en cas de manquement, n'a été établi* ».

Par conséquent, pour la COP 28, dénonçant par avance, comme le président français, ce qui ne serait qu'« *un simple jeu de diversion* », François demande, pour que cette conférence « *soit historique, qu'elle nous honore et nous ennoblisse en tant qu'êtres humains* », qu'elle décide « *des formes contraignantes de transition énergétique qui présentent trois caractéristiques : efficaces, contraignantes et facilement contrôlables* » afin de réduire les émissions de carbone.

Joignant le geste à la parole, le Pape se rendra à Dubaï, premier chef de l'Église catholique à participer à une réunion de ce genre. Après le roi Charles III, également très attendu sur la question, il prononcera un discours qui devrait faire date avant d'inaugurer le Pavillon de la foi destiné à promouvoir le rôle des religions dans la transition écologique.

Fabrice de Chanceuil

Père Réginald,

Tous les ans, le Père Réginald, un ermite qui recherche la discrétion et fuit les feux de la rampe, dévoile son travail pictural de l'année dans une belle galerie du VII^e arrondissement.

Il y a du Gauguin, du Cézanne, du Balthus, du Sérusier, du Maurice Denis chez ce moine-peintre, mais le ton est néanmoins résolument personnel.

Ce qui éclabousse littéralement l'œil dès qu'on entre dans la galerie, c'est la beauté de ses paysages. Quelques-uns déploient, sous le soleil ardent de l'été, des prés d'un vert émeraude éclatant et des champs de blé déroulant leur tapis jaune d'or à flanc de colline. Ailleurs, des peupliers se reflètent à la surface d'un étang, mêlés au bleu du ciel et à

platanes roses. Ailleurs, les champs sont roses et violet très pâle, et les feuillages des arbres roses aussi.

Mais beaucoup d'autres sont des paysages d'hiver, les pentes des montagnes tapissées de neige d'où émergent les arbres, feuillus ayant encore quelque feuillage



automne accroché à leurs branches, ou les sapins et épicéas aux sombres silhouettes, tous projetant leur ombre bleue sur l'épais tapis immaculé. Une nature morte de

pommes et poires avec un vase en porcelaine et un torchon blanc, à la Cézanne, voisine avec la croisée d'une fenêtre qui découvre une vue de montagne sous la neige : combinaison inédite en peinture.



Ses paysages respectent la loi du nombre d'or, si équilibrée pour

l'œil, ce qui n'empêche nullement la variété des compositions. On serait embarrassé de dire lequel on préfère. On est entraîné dans une louange, une allégresse devant la Création.

Le clin d'œil à Maurice Denis est perceptible, sans aucun plagiat, dans des toiles évoquant la vie quotidienne, comme la jeune femme en train de repasser son linge, avec une casserole sur le feu, qui reçoit la visite d'un ange. Un livre

louange à la Création

par Marie-Gabrielle Leblanc

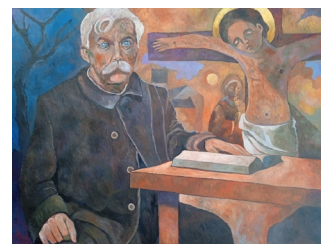


de prière est ouvert sur la table à repasser, à portée de la main. C'est bien sûr une *Annonciation* figurée d'une manière nouvelle, mais aussi l'irruption du surnaturel dans la vie familiale, à la Maurice Denis. *Le Repas à Emmaüs* est lui aussi transposé à la Denis, avec les trois pèlerins vêtus de grosses pèlerines marron, et le Christ, au centre, coiffé d'un béret basque. Un des deux disciples est la femme du couple, rappelant Maurice et Marthe Denis.

Sur une autre toile, Léon Bloy, avec son costume élimé de velours noir (« *On me reconnaît à ce que je suis vêtu de velours comme un charpentier* »), sa grosse moustache et sa mèche blanche rebelle tombant sur le front, tout comme sur ses photos de 1910, à 64 ans, dans le petit jardin hirsute de son humble logis de Montmartre, est assis à sa table de jardin avec un épais cahier ouvert devant lui, le volume de son *Journal* qu'il est en train d'écrire : *Le vieux de*

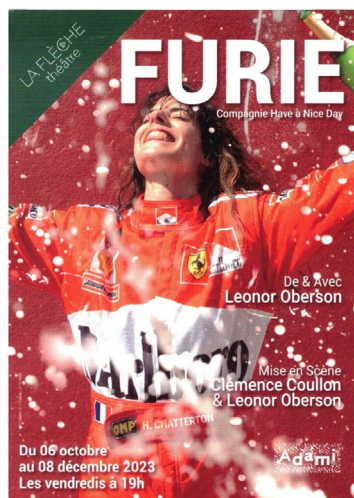
la montagne. Le Mendiant Ingrat nous fixe de ses gros yeux d'un bleu de myosotis, un regard d'enfant qui ne demande qu'à donner son amitié. L'imprécateur était un faux violent et le fond de son cœur, d'une extrême douceur. Réginald a placé derrière le Pèlerin de l'Absolu un Christ à la manière de Gauguin. Mais ce Crucifié a un visage d'enfant. Un de ces milliers d'enfants martyrisés, maltraités, exploités, abusés à travers les siècles et les continents, per-

vertis, détournés de Dieu. Son visage est d'une infinie douceur d'agneau immolé, accordée à celui de Bloy. ■



Père Réginald, œuvres récentes. Galerie Durev, 56 bd. de Latour Maubourg, Paris VII^e, du 5 au 8 décembre de 12 h. à 20 hs. perereginald.wordpress.com

La Formule 1 au féminin



est arrivée d'un pas pesant, elle mime avec une bouteille d'eau les gestes d'Ayrton Senna, le pilote récompensé. *Avant, il y a tellement de jours et tellement de nuits...*

Hélène Chatterton, surnommée Furie, est la première femme à prendre le départ d'un grand prix de Formule 1 depuis Leila Lombardi en 1974. Son idole, c'est Ayrton Senna. Mort en 1994 sur le circuit de Tamburello. La voilà à 18 ans, elle est en Suisse, revenue du Japon, elle attend un baquet en F1. Un autocollant Ayrton Senna l'aidera à rentrer en contact avec Ferrari.

Furie emmène le spectateur dans la nuit qui précède son départ. Elle a du mal à s'endormir, son sommeil est perturbé. Le spectateur sent la pression peser sur ses épaules. Elle remonte le temps. L'époque du kart, héritage passionnel venu du père. Les interviews. Le coéquipier. Un besoin d'eau, de fraîcheur. La nausée.

Leonor Oberson décrit un univers à tout le moins paternaliste, voire patriarcal. Un univers où Hélène Chatterton doit plus qu'un autre justifier sa place, recevoir des conseils machistes plus qu'avisés. Quand elle est interviewée, c'est par une journaliste qui répète les poncifs sans aucune trace de sororité. En plaçant *Furie* dans l'espace du songe, elle peut forcer les émotions, s'affranchir des contraintes de temps, d'espace, de logique. Garer une F1 dans le parking d'un hôtel, et partir au ralenti se promener en ville avec. Elle le fait sans en abuser, sans perdre son spectateur, qui interprétera à sa façon certaines allégories. Son jeu est brutal, intense, une intensité qui la déborde parfois.

Furie est une plongée dans les émotions d'une pilote de F1 dont le fait d'être une femme ajoute à la pression qui pèse sur ses épaules. Et d'être la première depuis cinquante ans encore plus. Un spectacle qu'on verra avec plaisir, une belle exploration émotionnelle de ce que permet l'espace du songe au théâtre.

Guillaume d'Azémar de Fabrègues

Théâtre La Flèche, 77 Rue de Charonne 75011 Paris, jusqu'au 08/12/23. Vendredi : 19 h 00. Durée : 1 h 00. Texte : Leonor Oberson. Avec : Leonor Oberson. Mise en scène : Leonor Oberson, Clémence Coullon.

Un Napoléon à l'anglaise

Le *Napoléon* de Ridley Scott ne marquera peut-être pas la filmographie napoléonienne, mais on passe avec lui deux heures et demie assez agréables. Reste d'ailleurs à savoir si ce sera toujours le cas avec la version complète, prévue sur plus de quatre heures, qui pourrait être diffusée ultérieurement. Ce qui constitue en effet l'intérêt de l'œuvre actuelle pourrait être émoussé par des longueurs accentuant ses défauts, surtout si on n'y trouve pas les réponses aux manques relevés dans ce que l'on peut visionner aujourd'hui.

S'il ne s'appelait pas *Napoléon*, on applaudirait en effet des deux mains à ce film de cape et d'épée et aux aventures décrites avec soin, même si on peut toujours discuter des uniformes et des chapeaux ou de la représentation du drapeau tricolore (à l'époque, il n'y avait pas, sauf dans la marine, trois bandes verticales, mais plutôt des losanges). Certes, on comprend très bien les exigences de l'écriture cinématographique et l'obligation de procéder à des raccourcis. Toutefois des scènes comme l'exécution de Marie-Antoinette, habillée comme à la Cour alors qu'on possède un dessin très réaliste de David, ou la volonté de l'Empereur d'aller, au lendemain de Waterloo, rendre visite à Joséphine morte depuis plus d'un an restent gênantes.

En fait, ce *Napoléon* suscite la gêne pour deux raisons. La première tient à l'obsession de sa relation justement avec Joséphine, joliment interprétée par Vanessa Kirby ; le lien charnel, abondamment développé, fait oublier que son époux l'appréciait aussi pour ses



qualités politiques au sens le plus large, autrement dit aussi bien ses relations avec la société d'Ancien Régime que son flair et ses conseils. On ne peut pourtant en faire la compagne indispensable décrite par le cinéaste. En face d'elle, d'ailleurs, Joaquin Phoenix incarne un homme d'âge trop mûr et fort taciturne dont on se demande trop souvent ce qu'il pense et même s'il pense.

Cela amène à parler de la vision typiquement anglaise du cinéaste d'origine britannique. Les magnifiques scènes de bataille – Toulon, l'Égypte, Austerlitz, la campagne de Russie et Waterloo –, un peu gâchées par un empereur chargeant sabre au clair devant ses troupes, montrent la prédominance de l'aspect militaire, naturellement important pour ceux qui l'ont combattu sans relâche. Mais elles font oublier l'aspect politique, autant sa réorganisation totale de la France d'après la Révolution que son dessein de refaçonner l'espace européen. Tout cela se trouve au mieux survolé ou traité de façon allusive alors qu'on aurait aimé voir à l'œuvre Talleyrand, Fouché et quelques autres. Le spectateur n'a donc droit qu'à des marionnettes qui, tel le petit blondinet incarnant l'empereur Alexandre de Russie ou le gros rustre faisant figure de Robespierre, se démènent dans le décor, par ailleurs souvent bien reconstitué tel le sacre de 1804 (tout au moins la représentation donnée à travers le tableau commandé à David). C'est dommage.

Jean Étévenaux